



**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE  
DES HAUTS-DE-SEINE  
92026 NANTERRE CEDEX**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**PROCEDURE ADAPTEE N° 2025.04**

**Pouvoir adjudicateur : CPAM DES HAUTS DE SEINE  
26 Bd de Pesaro  
92026 NANTERRE CEDEX**

**Objet du marché :**

**PRESTATIONS DE MEDECINE DU TRAVAIL AU PROFIT DE  
L'ENSEMBLE DES AGENTS DE LA CPAM 92**

## ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet des prestations de médecine du travail au profit de l'ensemble des salariés de la CPAM des Hauts-de-Seine.

Le descriptif des besoins est indiqué au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

### 1.2- Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- d'une part : la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hauts-de-Seine, désignée dans le présent C.C.A.P. par l'expression « l'Organisme », représentée par son Directeur Général.
- d'autre part : l'entreprise titulaire du marché, désignée par l'expression « le Titulaire ».

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur est Monsieur le Directeur Général de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hauts-de-Seine et par délégation Monsieur le Directeur de la Logistique, de l'Informatique et des Flux Entrants.

Le comptable assignataire est Madame la Directrice Financière et Comptable de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hauts-de-Seine.

## ARTICLE 2 - PROCEDURE ET DUREE DU MARCHÉ

### 2.1 - Procédure

Le présent marché est passé sur procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 3° du code de la commande publique, il s'agit d'un marché public de services sociaux et spécifiques.

### 2.2 - Durée et forme du marché

Le présent marché prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2026 pour une durée d'un an, renouvelable tacitement 3 fois, soit une durée maximale de 4 ans.

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire exécuté par l'émission de bons de commande.

Il est conclu sans minimum et avec un maximum fixé à 745 000 € HT, soit 894 000 € TTC.

La CPAM des Hauts-de-Seine n'est pas engagée par ce montant maximum.

### 2.3 - Allotissement

La procédure n'est pas allotie, la nature et l'étendue des prestations ne justifiant pas l'allotissement.

### ARTICLE 3 - PIECES A PRODUIRE EN COURS DE MARCHE

Le titulaire du marché s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par la CPAM 92, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Il devra également fournir la liste nominative des salariés employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

### ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE ET TEXTES APPLICABLES

Les pièces constitutives du marché et les textes applicables sont les suivantes, elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et ce, en cas de contradiction entre elles :

#### 4.1 – Pièces du marché

- l'Acte d'Engagement complété et signé par le titulaire et accepté par l'organisme,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et son annexe le Livret de Sécurité,
- l'Engagement de confidentialité
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.TP.)
- les cadres de réponse technique et de développement durable.
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (Arrêté du 30/03/2021, portant approbation du CCAG des Marchés Publics de FCS).

#### 4.2 – Textes applicables

Les documents applicables sont ceux en vigueur au jour du lancement de la consultation :

- l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.
- le code de la commande publique applicable au jour du lancement de la consultation.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

## ARTICLE 5 - RESILIATION

### **5.1 - Résiliation à la date anniversaire du marché**

Le présent marché pourra être dénoncé à chaque date anniversaire par l'organisme ou le titulaire, moyennant un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec avis de réception postal.

### **5.2 - Résiliation pour faute du titulaire**

En application de l'article 41 du CCAG/FCS, l'organisme peut prononcer la résiliation pour faute du titulaire, par courrier recommandé avec AR, après mise en demeure restée infructueuse.

A ce titre, le titulaire ne percevra aucune indemnité.

La résiliation sera effective à la date énoncée dans le courrier recommandé.

### **5.3 - Exécution aux frais et risques du titulaire**

Il est prévu, en application de l'article 45 du CCAG/FCS, que l'organisme puisse faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est mis de plein droit à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG/FCS la résiliation prend effet à la date de réception du courrier recommandé avec accusé de réception.

### **5.4 - Résiliation pour motif d'intérêt général**

En application de l'article 38 du CCAG/FCS, le marché pourra être résilié à tout moment par l'organisme, pour motif d'intérêt général, moyennant un préavis de deux mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS cette résiliation ne donnera pas lieu au versement d'une indemnité.

## ARTICLE 6 - PRIX

### **6.1 – Mois d'établissement des prix**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois de la remise des offres, soit Février 2026; ce mois est appelé "mois zéro".

### **6.2 – Contenu des prix**

Le présent marché est traité à prix unitaires ajustables.

Ces prix sont indiqués à l'Acte d'Engagement et établis hors TVA.

### **6.3 - Ajustement des prix**

Les prix du marché sont fermes jusqu'au 31 mars 2027.

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2027, les prix pourront faire l'objet d'un ajustement une seule fois par an en fonction du barème du titulaire.

Le taux de TVA est le taux applicable au jour de la facturation.

Le nouveau tarif applicable devra être préalablement notifié pour accord à la CPAM des Hauts-de-Seine par le titulaire et ce, au moins un mois avant son entrée en application, au moyen d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans l'hypothèse où le prix ajusté serait supérieur de plus de 3 % au dernier prix de règlement, l'organisme se réserve le droit de s'informer des conditions de prix pratiquées par l'ensemble de la profession, et si ces conditions sont plus favorables, de demander au titulaire de s'aligner sur elles.

## **ARTICLE 7 – PENALITES**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour de retard, sans mise en demeure préalable, dans les cas suivants :

- Visites d'information et de prévention non effectuées dans les délais,
- Non-respect du planning mensuel et si l'organisme n'a pas été informé par le titulaire de la modification au plus tard 15 jours avant la date prévue pour la visite,
- Absence et non remplacement du personnel médical,
- Non communication des informations demandées par l'organisme dans les délais impartis,
- Fourniture du rapport annuel d'activité au-delà du 10 février de l'année N+1,
- Fourniture du plan prévisionnel d'activité au-delà du mois de décembre de chaque année.

Les pénalités seront déduites par le pouvoir adjudicateur des factures concernées.

## **ARTICLE 8 – MODALITES DE PAIEMENT**

### **8.1 - Présentation des factures**

Les factures seront établies trimestriellement et porteront les mentions suivantes :

- le numéro du marché

- la raison sociale, l'adresse et le numéro SIREN du titulaire,
- l'intitulé précis des prestations réalisées,
- la date des prestations,
- le montant HT des prestations réalisées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC des prestations,
- les références bancaires ou postales du titulaire.

Les factures devront être accompagnées de pièces justifiant de la réalisation des prestations.

A défaut de ces mentions obligatoires la facture est renvoyée et le délai de la demande de paiement est suspendu par l'ordonnateur, après notification de cette suspension au titulaire par courriel avec accusé réception, et ce jusqu'à régularisation des mentions de la facture par le titulaire.

Les factures devront être déposées sur la plateforme CHORUS PRO. Les modalités pratiques seront examinées à la notification du marché.

Toute facture qui ne sera pas déposée sur la plateforme ne sera pas traitée.

SIRET : 323 636 837 00045

Destinataire : DLI-G3-ACHATS

## **8.2 - Délai de règlement**

En application de l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le paiement des factures interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

L'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixée à 40 euros.

## **8.3 – Interruption du délai**

En application de l'article R.2192-27 du code de la commande publique, le délai de paiement pourra être interrompu une fois, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des mentions prévues par la loi ou par l'article 8.1 du présent marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

En application de l'article R.2192-28 du code de la commande publique, l'interruption du délai de paiement fera l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception, précisant notamment les raisons imputables au créancier et les pièces à fournir.

À compter de la réception de la totalité des éléments par mail, un nouveau délai de paiement de 30 jours est ouvert.

## **8.4 - Mode de règlement**

Les règlements seront effectués par virement sur le compte financier indiqué par le titulaire.

## ARTICLE 9 - SOUS TRAITANCE

Dans le cas où le prestataire envisagerait de sous-traiter une partie des opérations qui lui seront confiées par l'organisme, il devra obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le prestataire présentera à l'organisme le formulaire DC4 : déclaration de sous-traitance dûment complétée et signée précisant la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par le sous-traitant.

## ARTICLE 10 - ASSURANCE

Le titulaire devra justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit produire, à tout moment sur demande de la CPAM 92, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément la CPAM 92 de toute modification de son contrat d'assurance.

## ARTICLE 11 - CONFIDENTIALITE

### 11.1 - Clause de confidentialité

1. Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre partie,

4. Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

## **11.2 - Livret de sécurité SSI**

Le prestataire s'engage à respecter les consignes du livret de sécurité annexé au présent document.

## **11.3 – Secret professionnel**

Toute atteinte à l'obligation du secret professionnel pourra être punie par la loi, notamment en vertu des articles :

- 226-13, 226-21 et 226-22 du Code Pénal,
- 323-1 à 323-7 du Code pénal issus de la loi Godfrain du 5 janvier 1988 et sanctionnent les atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données, ainsi qu'en vertu de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, la CPAM 92 peut résilier le marché nonobstant les droits à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi.



A l'expiration du présent marché, le titulaire devra restituer, le cas échéant, à l'organisme tout support contenant une information confidentielle.

## ARTICLE 12 - LITIGES

Le tribunal compétent est le Tribunal Judiciaire dans le ressort duquel se trouve la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hauts de Seine.

## ARTICLE 13 - DEROGATIONS

ARTICLE DU MARCHE	ARTICLE DU C.C.A.G/F.C.S	OBJET DE LA DEROGATION
5.2	41	Résiliation pour faute du titulaire
5.3	45.1 et 3.2.1	Exécution aux frais et risques du titulaire
5.4	38 et 42	Résiliation sans indemnité
7	14.1	Pénalités